

# Pour que la liberté ait un avenir

**N**ous sommes à la croisée des chemins. Oui, jamais depuis 1945, la France ne s'est trouvée au carrefour de choix aussi décisifs pour son avenir.

La gauche, coincée entre un discours électoraliste et un cadre idéologique sclérosé, poursuit sa fuite en avant : augmentation des dépenses catégorielles et mesures de diversion pour taxer les riches parce qu'« ils sont le mal et sont responsables de la crise », tel est le triste bilan de la session extraordinaire du Parlement.

Pendant ce temps, les vrais défis sont complaisamment repoussés : crise d'un État surdimensionné et surendetté, crise de compétitivité de notre industrie face à la mondialisation, crise d'un marché du travail surréglementé, crise de l'innovation et de l'imagination, crise d'un modèle social déséquilibré, crise de valeurs, mais aussi et surtout crise de confiance d'une nation qui demeure la championne du monde du pessimisme.

Face à tant de tourments, la droite et le centre doivent utiliser cette séquence d'opposition pour reconstruire un cadre conceptuel clair et préparer la reconquête. Liberté, responsabilité, proximité, ces valeurs sont les seules capables de faire rebondir la France et l'Europe, de faire renaître une société de confiance pour tracer le chemin d'une nouvelle prospérité. Notre souveraineté nationale passe avant tout par des finances publiques assainies et un État désendetté. Le plus court chemin vers le désendettement, ce n'est pas l'augmentation des impôts, c'est d'abord la réduction de la dépense, plus nécessaire que jamais. Il faut donc cesser de tergiver-

ser sur la règle d'or et inscrire ces principes dans notre Constitution. Nous devons ensuite assumer dans un programme de gouvernement la baisse des impôts.

**P**our préparer notre pays aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, il ne suffit pas de proclamer le changement ou le redressement productif mais plutôt de commencer par assumer quelques idées simples comme celle qui veut que ce soit avant tout les entrepreneurs et leurs entreprises qui créent les richesses et les emplois. Des entrepreneurs qui attendent un État stratège, à la fois régulateur et partenaire des entreprises. Un État qui ne prône pas la démondialisation mais accompagne les entreprises dans la conquête de nouveaux marchés. Un État qui consacre la liberté d'entreprendre et qui ne sanctionne pas la réussite, qui attire les créateurs plutôt que de les décourager.

Nos entreprises n'ont pas besoin d'un

**« Liberté, responsabilité, proximité, ces valeurs sont les seules capables de faire rebondir la France et l'Europe, de faire renaître une société de confiance »**

gouvernement qui leur fait la leçon sur leur stratégie mais qui les accompagne dans leur recherche de gain de compétitivité. C'était le sens de la suppression de la taxe professionnelle et de la TVA emploi pour alléger le coût du travail. Il faudra aller au-delà en allégeant les règles d'embauche et de licenciement avec l'idée du contrat de travail unique. Il faudra accepter de signer entre partenaires sociaux des accords de compétitivité sur le temps de travail dans

les secteurs exposés à la concurrence mondiale comme l'automobile, en sortant définitivement des 35 heures.

La simplification et l'efficacité doivent être les principaux moteurs de l'action publique. Simplifier, rationaliser le maquis de compétences et de dépenses enchevêtrées est aujourd'hui la seule voie vers les économies et le retour de marges de manœuvre pour l'action publique et politique. Faire confiance au bon sens des acteurs de terrain, clarifier les compétences et les responsabilités, mettre en place des circuits courts et décentralisés de décision. C'est au nom de ce même impératif d'efficacité que nous croyons en une économie libre mais régulée. La régulation n'est pas l'opposé du libre-échange mais sa contrepartie.

Liberté, responsabilité, proximité, ces valeurs devront donner un nouveau souffle au projet européen. Il en va tout simplement de sa survie. L'Europe ne

peut continuer indéfiniment à être unie monétairement et désunie économiquement avec 17 politiques budgétaires et fiscales juxtaposées voire concurrentes. L'Europe ne peut plus faire l'économie d'une vision de long terme, d'une gouvernance structurée et d'un projet humaniste au service des citoyens européens. En somme, l'Europe ne peut plus faire l'économie d'une union politique. Nous devons avoir le courage de recon-

naître que l'avenir de l'Europe doit passer par une plus grande intégration franco-allemande. Union budgétaire, bancaire, fiscale, demain même union sociale. Autant de chantiers essentiels pour le retour de la croissance en Europe mais qui ne pourront voir le jour sans une profonde impulsion démocratique traduite par des gestes forts comme l'élection d'un président de l'Union au suffrage universel, le contrôle des budgets des États par le Parlement européen, une diplomatie commune ou la création de véritables frontières extérieures dotées d'une police européenne.

**F**ace à tant de défis, notre devoir est de construire une opposition nationale de projets qui devra organiser la reconquête. Liberté, responsabilité, proximité, ces valeurs seront incarnées au sein de l'UMP par les députés du groupe Réforme et Liberté. L'un des plus anciens courants d'idées de la vie politique française se doit d'être présent dans le débat public au sein de notre formation politique, en présentant une contribution au congrès de novembre. Pour défendre une vision d'avenir de la France, pour préparer la reconquête grâce un projet puissant et cohérent, dont l'objectif est simple : préparer notre nouvelle prospérité.

\* Liste des signataires : Étienne Blanc, Luc Chatel, Philippe Cochet, Daniel Fasquelle, Marie-Louise Fort, Philippe Houillon, Hervé Mariton, Pierre Morel-à-l'Huissier, Alain Moyne-Bressand, Hervé Novelli, Axel Poniatowski, Arnaud Robinet, Michèle Tabarot et l'ensemble des députés du groupe Réforme et Liberté.